



Proposition de panel

Titre de la proposition

Conflits territoriaux et changements de régime au Maghreb: quelles nouvelles dynamiques?

Texte de la proposition

A l'indépendance, les sociétés maghrébines se sont engagées dans des processus de formation et de consolidation de leurs Etats, non sans conflits sur les frontières et les identités sociales et nationales de ceux-ci (conflit saharien, mouvements nationalistes, mobilisations berbéristes, références arabistes, islamistes, maghrébines, tribales, etc.). En termes de relations internationales, ceci a ouvert un processus de régionalisation autour de la constitution d'un « Maghreb arabe » ; au niveau de l'évolution des nouveaux régimes, ceci a contribué à légitimer des pratiques autoritaires niant le caractère pluraliste des sociétés et cherchant à neutraliser par la force ou la cooptation les conflits sociaux : du point de vue des politiques territoriales, la mise en place d'institutions « unanimistes » s'accompagne par exemple d'une extrême centralisation des politiques en Tunisie, de la marche verte marocaine de 1976 pour « reconquérir les provinces sahariennes », de la répression du printemps berbère algérien en 1980, ou encore d'une manipulation solidarités tribales par le régime de M. Kadhafi en Libye. Malgré le slogan de la « décentralisation » brandi par les régimes politiques et leurs partenaires internationaux, et de timides politiques en faveur du mouvement amazigh au Maroc notamment, les réformes politiques des deux dernières décennies ont accentué cette dérive centralisatrice et la sécurisation de ces Etats et de leurs régimes.

Face à cela, les bouleversements introduits par les soulèvements de 2011 restent limités territorialement et institutionnellement. Pourtant ils soulèvent des questions de fond en matière de mobilisations et d'expression d'identités politiques : d'une part, la délimitation des frontières demeure dans la région une source de conflits loin d'être résolus. Le dossier du Sahara occidental, divisant les régimes algérien et marocain, en est l'exemple le plus évident ; les déstabilisations régionales suivant la chute du régime libyen en termes de (re)mobilisations tribales en sont un autre. D'autre part, les dimensions territoriales de ces soulèvements et protestations méritent d'être explorées : soulèvements de la Tunisie « du centre », mobilisations des grandes villes, mais aussi des régions marginalisées en Algérie ou au Maroc, devenir des anciens bassins industriels où se concentrent une histoire de conflits sociaux, revendications autonomistes en Libye, etc.

Cette cartographie des conflits, qui reste centrale pour la compréhension du politique dans la région sera l'objet d'étude de ce panel. Les communications proposés étudieront ces processus à partir d'une analyse des réponses institutionnelles aux conflits, comme des mobilisations sociales dont ils sont l'objet ; à partir également de l'étude des configurations de politiques publiques qu'ils peuvent générer, y compris dans le domaine de l'humanitaire et des relations internationales.

